



Centre de documentation  
de Mirabeau

Centre de documentation Inter-directions  
de Montparnasse

# La veille documentaire

## Travail, Emploi, Formation professionnelle

Sélection N° 3- Mars 2019

- ▶ [Travail - Dialogue social](#)
- ▶ [Santé - Sécurité au travail](#)
- ▶ [Emploi - Chômage](#)
- ▶ [Formation professionnelle - Apprentissage](#)
- ▶ [Économie - Entreprise](#)
- ▶ [Europe - International](#)

Ouvrages – Études - Rapports  
Articles de revues spécialisées

### Travail – Dialogue social

#### ■ Ouvrages – Études – Rapports

##### ▶ Des heures et des années : les horaires de travail au fil du parcours professionnel

Corinne Gaudart / Serge Volkoff / Valérie Zara-Meylan

Centre d'études de l'emploi et du travail, rapport de recherche n° 107, mars 2019, 191 p.

*Ce rapport rend compte des échanges de l'édition 2017 du séminaire du Creapt (Centre de recherche sur l'expérience, l'âge et les populations au travail), consacré au thème des horaires atypiques. On estime actuellement qu'environ la moitié des salariés sont concernés par des horaires de travail « atypiques ». La progression de ces différentes formes de travail atypiques n'est pas uniforme, elle touche inégalement les diverses catégories de salariés. Cependant elle concerne un nombre régulièrement croissant de personnes de tous âges et secteurs professionnels.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

##### ▶ Social 2019

Dominique Grandguillot

Gualino, 2018, 47 p.

*Les points clés sur les relations individuelles et collectives de travail et de la protection sociale récapitulés en 18 fiches pratiques*

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote D TRA GRA\]](#)



## ■ Articles de revues spécialisées

### ▶ **Quelle place pour les syndicats dans le nouveau modèle social (Dossier)**

Droit social, n° 3, mars 2019, p.188-233

*Ce numéro est coordonné par Jean-Emmanuel Ray, qui sous le titre « Eruptions et représentations » signe également l'avant-propos. Au sommaire : Représentations élues et représentations syndicales, les ambiguïtés du modèle français (J.M. Béraud) – Syndicats représentatifs et référendum la fausse concurrence (P.H. Antonmattéi) – Démocratie représentative et démocratie directe la vogue du référendum (P. Lokiec) – De la négociation sur le comité social et économique à celle du conseil d'entreprise, seul habilité à négocier (Aurélié Cormier-Legoff / Judith Krivine) – Des gilets jaunes aux ordonnances travail (Marcel Guignard) – Quel espace numérique pour les syndicats ? (P. Boullier) – L'organisation du dialogue social avec les syndicats ailleurs ... (F. Salis- Madinier) – Comment renforcer le dialogue social en France ? Analyse et propositions à la lueur de la crise des gilets jaunes (J.C. Sciberras) – Accompagner la dynamique du travail social par la formation et la reconnaissance de ses acteurs et par la valorisation des meilleurs pratiques ( J.D. Simonpoli et G .Gateau).*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Dalloz\)](#)

### ▶ **L'attitude du salarié mis en cause par un lanceur d'alerte en application de la loi Sapin II : De la situation subie à la situation combattue**

La Semaine Juridique Social, n° 12, mars 2019, p. 23-28

Jean-Baptiste Bousquet

*Cette étude met en lumière la réaction des salariés face à cette situation. On constate que celle-ci est partagée entre la description des moyens de contenir la menace résultant des accusations du lanceur d'alerte et l'organisation d'une contre-offensive.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

### ▶ **Digitalisation du travail : des souris et des hommes – dossier d'articles**

Le droit ouvrier, n° 848, mars 2019

*Au sommaire du dossier : De la souveraineté de l'individu sur ses données personnelles à l'heure du RGPD ; Déconnecter les sphères personnelle et professionnelle : un leurre clinique et politique ; Hyperconnexion et contrat de travail : quand les sphères personnelle et professionnelle se confondent ; la communication des syndicats et des représentants du travail à l'ère numérique ; les conséquences des transformations digitales et organisationnelles sur les métiers et la santé des salariés ; Mondialisation digitale des groupes et de leurs filiales : les enjeux pour les salariés et leurs représentants ; Défendre le salarié quand la digitalisation intensifie la mondialisation ; le contentieux à l'épreuve du numérique ; Enjeux démocratiques de la justice numérique.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

### ▶ **Contrat de travail : l'inconventionnalité du barème : une question de proportionnalité (Etude)**

Jean Mouly

Droit social, n° 3, mars 2019, p. 234-238

*Les décisions prud'homales sur le barème se multiplient et plusieurs se sont déjà montrées hostiles à la conventionnalité de celui-ci. Les juges semblent considérer que certaines de ses*



dispositions ne permettent pas d'assurer une réparation adéquate du préjudice subi par le salarié. Selon l'auteur, cette conventionalité même partielle du barème, doit en raison de l'indivisibilité de ce dernier conduire à son inconventionnalité totale.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

### ► **Contrat de travail : de l'avantage du recours à la rupture conventionnelle collective (Etude)**

Magali Gadrat

Droit social, n° 3, mars 2019, p. 239

Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017, lorsqu'un employeur envisage de mettre en œuvre une restructuration impliquant une compression d'effectifs exclusive du prononcé de licenciements, il peut, soit recourir à la rupture conventionnelle collective (RCC), soit mettre en place un plan de départs volontaires autonome (PDVA) s'insérant dans un plan de sauvegarde de l'emploi conventionnel ou unilatéral. Sur la base notamment d'un jugement du tribunal de Cergy Pontoise du 16 octobre 2018, les avantages de recourir à la RCC en lieu et place d'un PDVA sont mis en exergue dans cet article.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

### ► **Les forfaits enfouis**

La Semaine Juridique Social, n° 9, mars 2019, p. 22-25

Michel Morand

*Cette étude porte sur la législation et l'application des forfaits jours ainsi que sur les conséquences liées à ce dispositif.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

### ► **Les conventions de forfait. Dossier : Durée du travail**

Mouna Benyoucef / Laurent Rieux

RPDS, Revue pratique de droit social, n°887, mars 2019, p. 83-101

*Une convention de forfait fixe une certaine durée de travail (en heures ou en jours) en contrepartie d'une rémunération forfaitaire incluant les majorations pour heures supplémentaires (forfait en heures) ou des jours de repos (forfait en jours). Initialement destinées à l'adaptation de l'organisation du travail des cadres dont les responsabilités et l'autonomie se prêtent difficilement à l'insertion dans un horaire collectif, la finalité du forfait a été détournée. Les catégories et le nombre de salariés titulaires de conventions de forfait augmentent régulièrement. Un point sur ces conventions.*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

### ► **Les experts du comité social et économique**

Sandra Limou / Sophie André

Liaisons sociales. Les thématiques, n°66, février 2019, 98 p.

*Face à la complexité technique des domaines dans lesquels il est appelé à intervenir, le comité social et économique (CSE) est confronté à des situations difficiles à appréhender. Pour l'accompagner et lui permettre de rendre un avis éclairé, il peut recourir à plusieurs types d'experts. Pour les entreprises d'au moins 50 salariés, le comité social et économique assurant désormais les rôles anciennement dévolus au comité d'entreprise et au CHSCT, l'ordonnance*



n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 a institué de nouvelles dispositions relatives aux cas de recours à l'expertise, aux modalités de financement et aux contestations que peut opposer l'employeur. Le zoom est consacré au droit d'alerte économique du CSE. Le numéro se conclut sur un point spécial : Délit d'entrave : quelles sanctions ?

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lamyline\)](#)

### ► La prise en compte de la variété des organisations productives : faut-il redéfinir l'unité économique et sociale ?

Sébastien Ranc / Yannick Pagnerre

Revue de droit du travail, n°2, février 2019, p. 81-86

*Et si la prise en compte de la variété des organisations productives nécessitait de redéfinir l'UES, en pensant à nouveaux frais les rapports que cette dernière entretient avec les catégories du droit des sociétés ? Pour Sébastien Ranc, alors même que l'UES constitue une catégorie du droit du travail, recourir au droit des sociétés permet de mieux la cerner. Yannick Pagnerre suggère, au contraire, de creuser le sillon de l'autonomie du droit du travail et propose une nouvelle définition de l'UES tout orientée vers une meilleure effectivité de la mise en place d'institutions représentatives du personnel.*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

### ► Le manque de pertinence du régime répressif du harcèlement moral au travail

Rodolphe Mesa

Revue de droit du travail, n°2, février 2019, p. 87-93

*Le régime du délit de harcèlement moral au travail de l'article 222-33-2 du Code pénal présente d'importantes lacunes, qui ont été accrues par la loi du 3 août 2018, dans sa finalité de protection spéciale des travailleurs. Les principales résident dans l'absence d'élargissement de la matérialité infractionnelle et dans l'absence de circonstances aggravantes. Ces lacunes peuvent tendre à délaissier la qualification spéciale de harcèlement moral au profit d'autres qualifications, ce qui montre son manque de pertinence.*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

### ► L'associé majoritaire, nouvel acteur en droit du travail

Sébastien Ranc

Revue de droit du travail, n°2, février 2019, p. 94-100

*Acteur incontestable du droit des sociétés, l'associé (qui plus est l'associé majoritaire) est bel et bien acteur du droit du travail. L'émergence de l'associé majoritaire dans le champ du droit du travail résulte notamment du fait qu'un nombre important de relations de travail s'exercent au sein d'une organisation sociétale telle que les groupes de sociétés. Une meilleure maîtrise des droits et des prérogatives reconnus par le droit des sociétés à l'associé majoritaire permettrait d'imputer à ce dernier certaines obligations sociales, mais aussi d'établir un dialogue entre lui et les salariés ou leurs représentants*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

### ► Les congés spéciaux. Pour raisons familiales, personnelles ou professionnelles

Sandra Limou / Sophie André

Liaisons sociales. Les thématiques, n°67, mars 2019, 103 p.

*La palette des congés et absences ne cesse de s'étoffer : la loi du 27 janvier 2017 a, par*



exemple, instauré un congé pour l'exercice de responsabilités associatives. Le point sur l'ensemble de ces congés en ce premier trimestre 2019. Le numéro se conclut sur un point spécial consacré au compte épargne-temps.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lamyline\)](#)

### ► Adhésion aux organisations patronales : une mesure de la couverture patronale

Gabin Langevin

Document d'études Dares, n° 228, février 2019, 23 p.

*En utilisant conjointement les résultats de l'audience patronale, les DADS et de la Base des minima de branche, cette étude estime, pour la première fois, des taux de couverture patronale en termes d'entreprises et de salariés couverts. Il apparaît ainsi qu'en moyenne une entreprise sur quatre est adhérente à une organisation patronale et que deux salariés sur trois travaillent dans ces entreprises. Les taux de couverture salariés sont élevés dans les secteurs d'activité où l'emploi est très concentré autour de quelques grandes entreprises (les industries de la chimie et de la pharmacie, celle du verre, le bâtiment travaux publics et le secteur bancaire). Mises en regard des données liées à la négociation salariale de branche (Base des minima de branche), les branches où la couverture patronale est forte sont celles où les salaires conventionnels pour les ouvriers ou les employés sont les plus élevés.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ► Le prêt de main d'œuvre (dossier)

Grégoire Duchange (sous la coordination scientifique de)

Bulletin Joly travail, n° 3, mars 2019, p. 29-48

*A défaut de connaître la nature véritable du « prêt de main-d'œuvre », les juges et praticiens tentent de préciser son régime, sans pouvoir s'en tenir, ni au droit du travail (qui doit être conjugué, notamment, avec le droit pénal, le droit de la sécurité sociale et le droit fiscal) ni aux règles édictées par le législateur français (du moins lorsque l'opération présente un élément d'extranéité).*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

### ► Négociateur sur le CSE : guide pratique du dialogue social (questions-réponses)

Collectif d'auteurs

Social pratique, n° 740 – cahier n°2, mars 2019, 55 p.

*La naissance du CSE est l'occasion pour les partenaires sociaux de négocier sur de nombreux sujets, le législateur ayant souhaité permettre aux entreprises d'adapter au mieux leurs institutions représentatives du personnel à leur situation particulière. A l'occasion de ces négociations, les partenaires sociaux peuvent également décider de transformer le CSE en conseil d'entreprise. Ce supplément a pour objet de guider les partenaires sociaux dans leurs négociations, afin de mener des discussions efficaces et d'aboutir à des solutions juridiquement sécurisées.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

## Santé – Sécurité au travail

### ■ Ouvrages – Études – Rapports

### ► Harcèlement sexuel et agissements sexistes au travail : prévenir, agir, sanctionner

Direction Générale du Travail





Ministère du travail, 2019, 53 p.

*Ce guide met en lumière la nécessité de prévenir le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail et fixe le cadre juridique applicable en cas de survenance de ces phénomènes dans l'entreprise*

→ [Consulter l'ouvrage dans les Centres de documentation de Mirabeau \[Cote CT PRE MIN\]](#)

### ■ **Articles de revues spécialisées**

#### ▶ **Le spectacle vivant : dossier**

Travail sécurité, n° 803, mars 2019

*La grande variété des risques professionnels auxquels sont exposés les salariés du spectacle vivant est le reflet de la diversité de ses métiers. Si certaines structures ont compris l'intérêt de mettre en place une démarche de prévention, d'autres, que ce soit par méconnaissance, méfiance, ou pour des raisons artistiques, ne se sont pas encore lancées.*

*Au sommaire du dossier : [Un travail vivant et rythmé](#) ; [Une partition sans fausse note](#) ; [Des équipes techniques aux petits soins](#) ; [Prendre le train de la prévention](#) ; [Un espace protecteur](#)*

→ [Consulter la revue en ligne](#)

#### ▶ **Harcèlement sexuel et agissements sexistes au travail : la sortie de l'immobilisme**

La Semaine Juridique Social, n° 10, mars 2019, p. 06-12

Céline Leborgne-Ingelaere

*Cette étude porte sur la prévention contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail et fixent le cadre juridique applicable en cas de survenance de ces phénomènes dans l'entreprise.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

#### ▶ **Les pratiques en psychodynamique du travail**

Coll. d'auteurs

Travailler, n° 41, 2019, p. 5-169

*Ce dossier rassemble les contributions de la deuxième journée du 9<sup>ème</sup> Colloque international de psychopathologie et psychodynamique du travail. Y sont abordées les incidences pour la pratique en clinique individuelle et des interventions collectives, de la référence à la psychodynamique du travail, comme méthode et/ou comme théorie.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

## Emploi - Chômage

### ■ **Ouvrages – Études – Rapports**

#### ▶ **Quels liens entre mobilité résidentielle et situation professionnelle ?**

Karine Briard (Dares)

Dares Analyses n°2019-015, avril 2019, 9 p.

*Entre 2010 et 2015, 7 % des personnes ont changé de région de résidence selon l'enquête Formation et qualification professionnelle réalisée par l'Insee. Les jeunes, les diplômés, les chômeurs et les personnes connaissant une séparation ou une mise en couple sont plus fréquemment concernés. En moyenne, les chômeurs qui ont déménagé occupent plus souvent un emploi en 2015 que leurs homologues sédentaires. À court terme, un déménagement sur*



deux s'accompagne d'un changement de situation professionnelle (accès à un emploi, nouvel employeur, promotion, etc.). Pour quatre chômeurs sur dix, la mobilité résidentielle est suivie de l'occupation d'un emploi dans les deux mois...

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ► **Evaluation du partenariat renforcé entre Pôle emploi et les missions locales**

Stéphanie Fillion / Thierry Leconte / Erik Rance

Rapport IGAS, décembre 2018, 208 p. [mis en ligne en mars 2019]

*Pôle emploi et les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ont engagé un partenariat contractualisé depuis 2006, qui vise à assurer la complémentarité entre les deux institutions auprès des jeunes. L'Igas a été sollicitée pour évaluer l'accord de « partenariat renforcé » conclu entre l'Etat, Pôle emploi, le Conseil national des missions locales (CNML) et l'Union nationale des missions locales (UNML) pour la période 2015-2018. Sur la base de ses visites et entretiens réalisés dans quatre régions et des enquêtes diligentées auprès de 436 missions locales et des 872 agences de Pôle emploi, l'équipe missionnée a dressé un état des lieux de ce partenariat sur le plan de son pilotage, de ses modalités opérationnelles et de ses ressources (financements, systèmes d'information, ressources humaines). Ses propositions d'évolution visent à donner une plus grande fluidité aux échanges et coopérations entre les deux partenaires et à améliorer la qualité de l'accompagnement des jeunes en difficulté.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ► **Les jeunes et l'avenir du travail**

Dominique Castéra / Nicolas Gougain

Les avis du CESE, mars 2019, 114 p.

*La jeunesse doit relever les défis de l'insertion dans l'emploi mais elle affiche aussi une forte aspiration au bien être individuel et collectif dans l'exercice d'un travail qui ait du sens. Les contributions recueillies par le CESE lors de la consultation citoyenne l'attestent. Le CESE développe ainsi trois axes de préconisations : améliorer l'accès des jeunes au monde du travail ; rendre le travail plus riche et émancipateur avec une attention soutenue portée à la qualité de vie au travail et à l'articulation des temps de vie ; mieux accompagner les transitions professionnelles pour anticiper et maîtriser des transformations techniques, sociales et environnementales de grande ampleur.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

## ■ **Articles de revues spécialisées**

### ► **Bilan de la jurisprudence du Conseil d'Etat sur les PSE**

La Semaine Juridique Social, n° 11, mars 2019, p. 14-22

Sara-Lou Gerber

*Cette étude fait état du bilan de la jurisprudence du Conseil d'Etat concernant les licenciements pour motif économique*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)



► **Emploi et chômage des seniors en 2018. Hausse du taux d'emploi et du taux de chômage**

Claude Minni

Dares résultats, n° 13, mars 2019, 8 p.

*En 2018, le taux d'activité des personnes âgées de 55 à 64 ans est de 56,0 % : 52,1 % sont en emploi et 3,8 % au chômage. Le taux de chômage des seniors s'accroît en effet de 0,5 point en 2018 mais reste nettement inférieur au taux de chômage de l'ensemble des actifs. Au contraire, la part des chômeurs de longue durée est supérieure chez les seniors (60,2 % en 2018) mais diminue fortement en 2018. Le taux d'emploi des 55-64 ans augmente également de 0,5 point au cours de l'année 2018. Comparativement à l'ensemble des actifs occupés, les seniors en emploi sont plus souvent à temps partiel et moins fréquemment en situation de sous-emploi, ainsi qu'en contrat temporaire.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **Quels sont les effets des innovations sur l'emploi dans les entreprises françaises ?**

Richard Duhautois / Christine Erhel / Mathilde Guergoat-Larivière / Malo Mofakhani

Connaissance de l'emploi, n° 146, mars 2019, 4 p.

*Les innovations technologiques constituent un facteur important d'évolution de l'emploi et sont donc vues dans les stratégies européennes (stratégie de Lisbonne puis Europe 2020) comme une manière d'atteindre l'objectif d'un taux d'emploi de 75 % pour les 20-64 ans. Cette étude propose une analyse empirique originale des effets des innovations (de produit et de procédé) dans les entreprises françaises entre 2011 et 2015, en termes de création d'emplois mais aussi de qualité des emplois, sur une base de données construite pour le projet européen (Quality of jobs and Innovation generated Employment outcomes). Si les effets apparaissent plutôt favorables, en particulier pour les innovations de produit et dans l'industrie, ils montrent également un risque important d'accroissement des inégalités entre catégories socio-professionnelles.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **Le chômage de longue durée des travailleurs d'origine étrangère affecte-t-il leur propension à nouer des liens sociaux hors de leur groupe d'origine ? Une évaluation pour la France métropolitaine**

Emmanuel Valat

Revue économique, n° 2, mars 2019, p. 181-205

*La sociabilité hors du groupe d'origine est un vecteur important d'intégration à la société d'accueil pour les populations d'origine étrangère. Cette étude évalue dans quelle mesure être durablement éloigné de l'emploi influence la sociabilité hors du groupe d'origine pour les travailleurs d'origine étrangère. Ces résultats révèlent ainsi qu'être au chômage depuis au moins un an augmente la probabilité d'avoir au moins la moitié de ses amis de la même origine de plus de 40 %.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

## Formation professionnelle - Apprentissage

■ **Ouvrages – Études – Rapports**

► **Fiches pratiques de la formation professionnelle**

Centre Inffo

Centre Inffo, 2019, Tome I : 624 p. Tome II : 670 p.

*Cet ouvrage présenté en deux tomes intègre la totalité de la réforme professionnelle continue*



et l'apprentissage

→ [Consulter l'ouvrage dans les Centres de documentation de Mirabeau \[EMP FOR CEN\] ou de Montparnasse \[TR 12 0 CEN FIC 2019\]](#)



► **Regards sur les réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage – 7<sup>ème</sup> édition**

Centre Inffo, 19 mars 2019, 75 p.

*Ce dossier documentaire propose une synthèse des différentes étapes de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel promulguée le 5 septembre 2018. Pour chacune des deux réformes formation professionnelle et apprentissage sont proposées les ressources documentaires incontournables, parmi lesquelles l'intégralité des préconisations des auteurs des rapports portant sur ces thèmes. Une sélection d'articles issus des publications de Centre Inffo complète le dossier.*

→ [Consulter le document en ligne](#)



► **Kits sur la mobilité européenne ou internationale des alternants**

Ministère du travail, février 2019

Kit entreprise (12 p.) ; Kit CFA et organismes de formation (12 p.)

*Le Ministère du travail a publié deux kits sur la mobilité européenne ou internationale des alternants : un à destination des entreprises et un autre à destination des CFA et des organismes de formation. Ces outils présentent les informations utiles en termes de conséquences sur le contrat de travail, de financement de la mobilité, de couverture sociale et de validation des acquis des périodes de mobilité.*

→ [Consulter les kits sur la mobilité des alternants](#)



► **Parcours professionnels et formation : des liens renouvelés**

**Actes de la journée d'étude du 7 décembre 2018 organisée par le Conseil national d'évaluations de la formation professionnelle (CNEFP) et le Céreq**

Coordonné par Pierre Carloni/Marion Lambert/Isabelle Marion-Vernoux

Céreq échanges, n° 9, mars 2019, 64 p.

*Lancé par le Conseil national d'évaluations de la formation professionnelle (CNEFP), réalisé par le Céreq et financé par le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), le Dispositif d'enquêtes sur la formation et itinéraires des salariés (Defis) suit sur cinq années (2014-2019) les itinéraires de 16 000 personnes représentatives des salariés en poste fin 2013.*

*Cette journée d'étude s'est déroulée en suivant trois sessions thématiques : « Apprendre au travail : la part du formel et de l'informel », « La formation comme liberté professionnelle » et « À quoi sert la formation continue ? ». Elle présente les résultats des trois premières vagues de l'enquête en les mettant en regard des orientations de la réforme de 2018 en cours de déploiement.*

→ [Consulter le document en ligne](#)



► **Vision prospective partagée des emplois et des compétences : les métiers du sport**

Rapport du Réseau Emploi Compétences

Collectif d'auteurs

France Stratégie/Céreq

Février 2019, 116 p.

*Par lettre de mission en date du 19 février 2018, le Premier ministre a passé commande à France Stratégie d'une étude portant sur une vision prospective partagée des emplois et des compétences des métiers du sport. L'enjeu est d'éclairer l'évolution des emplois et des métiers*

à l'horizon 2024. France Stratégie a élaboré un diagnostic partagé avec les parties prenantes de l'emploi et de la formation de la filière concernée. Dans le champ du sport, ce diagnostic apporte des éléments de réponse aux trois enjeux soulevés par la lettre de mission : formuler des préconisations, identifier les mutations économiques et technologiques ayant des effets sur les besoins en compétences et en qualifications et analyser les processus de professionnalisation dans la filière.

→ [Consulter le document en ligne](#)

## ■ Articles de revues spécialisées

### ▶ Chroniques de droit de la Formation professionnelle

Yannick Pagnerre / Sabrina Dougados

Droit social, n° 3, mars 2019, p. 250

*L'objectif de cette chronique est de rappeler les principaux décrets d'ores et déjà parus dans le prolongement de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, ainsi que les principales décisions de justice récemment rendues.*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Daloz\)](#)

### ▶ Le contrat d'alternance après la loi Avenir professionnel

La Semaine Juridique Social, n° 9, mars 2019, p. 17-21

Stéphane Michel

*La loi du 5 septembre 2018 a profondément modifié le régime juridique applicable aux contrats d'alternance (contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation). Cette étude relate ce dispositif*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

### ▶ Et les femmes devinrent plus diplômées que les hommes ...

Thomas Couppie / Dominique Epiphane

Céreq bref, n° 373, mars 2019, 4 p.

*En deux décennies, la place des jeunes femmes sur le marché du travail s'est améliorée : plus diplômées, davantage en emploi, elles bénéficient aussi d'un début de rattrapage salarial, et accèdent à des métiers et des filières plus proches de ceux des hommes. Mais ce rapprochement est en partie alimenté par la dégradation de la situation des hommes. Et malgré tout des inégalités persistent notamment dans l'accès au statut de cadre.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ▶ La formation professionnelle en France : Encore une réforme ! Pour quelle ambition ?

Paul Santelmann

Futuribles, n° 429, mars-avril 2019, p. 63-76

*L'auteur propose un éclairage sur les évolutions du système français de formation continue, dont il estime qu'il ne répond pas aux besoins de formation des jeunes et des actifs les moins qualifiés. Il suggère divers éléments de comparaison avec d'autres pays européens et souligne le caractère encore insuffisant des mesures adoptées fin 2018. Malgré certaines avancées, notamment en matière d'apprentissage et de responsabilisation des acteurs (entreprises, actifs ...), cette réforme risque de ne pas suffire pour rééquilibrer le poids de la formation*



professionnelle par rapport à la formation initiale, et pour entretenir l'employabilité des actifs les moins qualifiés ou les plus éloignés de l'emploi.

→ [Consulter la revue dans les centres de documentation de Montparnasse ou de Mirabeau](#)

### ► **Quelle reconnaissance des compétences transversales ? (dossier)**

Paul Santelmann (sous la direction)

Education permanente, n° 2018, mars 2019, p. 1-198

*Les contributions de ce dossier sont illustratives des différentes façons d'analyser la place des compétences à l'université, mais aussi d'interroger les fondements théoriques de ce concept. Le caractère polymorphe de la notion de compétence au regard des concepts académiques est souligné par de nombreux auteurs. Presque tous s'accordent à opposer les compétences transversales, génériques, relationnelles, sociales, aux compétences techniques et aux connaissances disciplinaires. Dans ces contributions s'organisent par ailleurs une interrogation sur les processus de développement de ces compétences qui se construisent dans et par les enseignements eux-mêmes.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

### ► **Partir des compétences transversales pour lire autrement le travail**

Collectif d'auteurs

Education permanente, Hors-série - AFPA 2019, mars 2019, 192 p.

*La dimension transférable des compétences et les notions de compétences transversales sont au cœur des réflexions sur l'accompagnement des transitions professionnelles. Ces questionnements, déjà anciens, s'inscrivent dans un contexte socio-économique complexe, marqué par la coexistence d'un chômage de masse avec des difficultés de recrutement des entreprises. Les articles regroupés dans ce numéro témoignent de la variété des points de vue, tant sur les définitions que sur les méthodes permettant d'objectiver les notions de compétences transversales et transférables. Ces apports contribuent notamment à enrichir l'analyse des métiers sous l'angle de leur potentiel d'employabilité.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

## Économie - Entreprises

### ■ **Ouvrages – Études – Rapports**

#### ► **La lutte et l'entraide : L'âge des solidarités ouvrières**

Nicolas Delalande

Seuil, 2019, 1<sup>er</sup> vol. 358 p.

*Cet ouvrage met en lumière l'histoire des solidarités ouvrières et de l'organisation de la classe laborieuse pour la défense de ses intérêts face au capitalisme et au monde patronal et politique.*

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO ECT DEL \]](#)

#### ► **Il faut dire que les temps ont changé : chronique fiévreuse d'une mutation inquiète**

Daniel Cohen

Albin Michel, 2018, 233 p.

*Les évolutions engendrées par la révolution numérique ont conduit à ce que l'on appelle la société digitale. L'auteur s'interroge sur les possibilités techniques apportées par ce monde nouveau et l'inquiétude qu'elles suscitent, notamment parce qu'elles en déshumaniseraient la société.*

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote SCI GEN COH \]](#)

► **La RSE et au-delà : questionner la stratégie, la gouvernance et le management. Actes du séminaire du 10 janvier 2019**

Béatrice Bellini (coord.)

France stratégie, 26 mars 2019, 52 p.

*Compte-rendu des débats et des interventions qui ont eu lieu lors du séminaire organisé le 10 janvier 2019 à France Stratégie et qui a réuni des chercheurs de plusieurs disciplines. Il apparaît qu'il ne faut plus réserver le champ de la responsabilité sociale à des experts, mais ouvrir le débat à toutes les professions. Par la position qu'il occupe aujourd'hui, le monde du management doit être au cœur des débats, depuis l'enseignement jusqu'aux pratiques. Mieux maîtriser et co-construire ses filières permet à l'entreprise de satisfaire les exigences réglementaires mais également celles du citoyen et consommateur, pour lequel la révolution du numérique a permis d'augmenter son niveau d'information. Dans certaines configurations, c'est aussi une manière de mieux gérer ses risques et de créer de la valeur.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **La RSE, démarche de dialogue et levier de transformation : contribution de la plateforme RSE**

France stratégie, 19 mars 2019, 22 p.

*Actrice des territoires, l'entreprise a un rôle à jouer dans les grands enjeux auxquels notre société est confrontée, enjeux liés notamment aux mutations profondes du travail mais aussi aux mutations environnementales, culturelles et économiques. La RSE questionne la capacité des modèles de gouvernance, elle encourage la création de partenariats et le développement d'initiatives de coopérations entre les différents acteurs publics, associatifs, et les entreprises, en particulier les TPE / PME qui sont au cœur des territoires. La mobilisation des entreprises et la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux dans leur stratégie RSE est un élément capital pour le succès des objectifs de développement durable (ODD). La RSE est un moteur de cette cohésion sociale et territoriale, en matière d'insertion des publics fragiles et éloignés de l'emploi, de promotion de la diversité et de l'égalité des chances. Les thématiques abordées lors des travaux de la plateforme sont, d'une part, des thématiques RSE transverses liées à la pratique de la RSE et, d'autre part, des thématiques plus spécifiques en lien avec les enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

► **L'impact du crédit d'impôt recherche**

Mohamed Harfi / Rémi Lallement

France stratégie, 7 mars 2019, 106 p.

*Avec une dépense fiscale d'environ 6 milliards d'euros, le crédit d'impôt recherche (CIR) représente environ les trois cinquièmes de l'ensemble des aides publiques à l'innovation : il en est donc de loin la première composante. La Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI) a achevé une première étape d'évaluation du dispositif modifié par la réforme de 2008. Cet avis en présente les résultats. Les entreprises qui bénéficiaient déjà du CIR avant la réforme de 2008 ont augmenté leurs dépenses de recherche et développement d'un montant égal ou légèrement supérieur à celui de l'aide fiscale reçue. La réforme du CIR a donc atteint sa première cible : la croissance des dépenses de recherche et développement de ses bénéficiaires, dans une période pourtant marquée par la crise économique, et la poursuite du mouvement de désindustrialisation de l'économie française.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ► Action publique : pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple

Jean-Ludovic Silicani

Institut Montaigne, mars 2019, 57 p.

*L'efficacité des services publics est un critère déterminant de l'attractivité d'un pays, comme de la qualité de vie de ses habitants. Les Français sont très attachés à leurs services publics, mais estiment insuffisant le rapport entre le niveau de leurs impôts et celui des services publics qui leur sont rendus. L'étude commence par un rappel historique de la transformation de l'administration au cours des deux derniers siècles, afin d'en tirer des enseignements utiles à l'action à venir. Avec une simplification de l'action publique, il serait possible de ramener la part des dépenses de fonctionnement, en cinq ans, de 18 à 17 % du PIB (et ce, sans effort sur le périmètre de l'action publique). Les propositions induites par l'étude sont au nombre de 16 et s'articulent autour des thématiques suivantes : simplifier les organisations, simplifier le régime de la fonction publique, simplifier la réglementation, simplifier les procédures, notamment la numérisation.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ■ Articles de revues spécialisées

#### ► L'extension du pouvoir de direction en cas de difficultés de l'entreprise

La Semaine Juridique Social, n° 12, mars 2019, p. 17-22

Pierre Lopes

*Cette étude relate l'extension du pouvoir de direction en cas de difficultés économiques.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

#### ► Start-up : la grande illusion

Marc Chevalier / Justin Delépine / Anne Fairise

Alternatives économiques, n°388, mars 2019, p. 62-74

*Les pouvoirs publics ont misé massivement sur les start-up pour le redressement économique de la France. Dans ce dossier, sont analysées les promesses tenues ou non par ces entreprises "potentiellement" fleurons de la French Tech parmi lesquelles beaucoup ne tiennent pas leurs promesses : innovation, création d'emplois, conditions de travail.*

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

#### ► La pauvreté en France

Julien Damon

Sciences humaines, n° 313, avril 2019, p. 18-23

*Celui qui est pauvre est celui qui a un revenu inférieur à 60% du revenu médian. En France, ce seuil de pauvreté est de 1008 euros après redistribution pour une personne seule. Ainsi, 14,3% de la population est considérée comme pauvre. Comment se manifeste-t-elle ? Quelles sont les personnes concernées ? Quelles aides apportent l'État et les associations ?*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

## Europe - International

## ■ Articles de revues spécialisées

### ▶ Royaume-Uni. Les syndicats et les plateformes

Jacques Freyssinet

*Chronique internationale de l'IRES, mars 2019, n.p.*

*Le Royaume-Uni a été le lieu de conflits menés par les travailleuses et les travailleurs des plateformes qui ont eu un important écho. Cependant, les syndicats éprouvent de grandes difficultés pour organiser une catégorie professionnelle hétérogène aux contours imprécis et au statut juridique incertain. À ce jour, les revendications ont permis des progrès significatifs mais fragiles dans la reconnaissance des droits individuels. En revanche, les syndicats sont en échec quant à la reconnaissance de droits collectifs, en particulier du droit à la négociation collective.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ▶ Prévenir l'obsolescence des compétences grâce à l'éducation et la formation tout au long de la vie

Cedefop, note d'information, mars 2019, 6 p.

*En 2017, 15,7 % des jeunes Européens peu qualifiés âgés de 15 à 29 ans ne travaillaient pas et ne suivaient pas d'études ni de formation (NEET), contre 9,6 % pour leurs homologues plus instruits. Au cours de la même année, le taux de chômage des adultes peu qualifiés en âge de travailler (25 à 64 ans) s'élevait à 13,9 % dans l'UE-28, alors que celui de leurs homologues hautement qualifiés était de 4,2 %.*

→ [Consulter le document en ligne](#)

### ▶ Conditions et conditionnalité du financement local d'un service d'intérêt économique général

Marianne Dony

Revue de l'Union européenne, n° 626, mars 2019, p. 170-176

*La jurisprudence et la pratique de la commission ont encadré le financement public d'un service d'intérêt économique général (SIEG) en fixant un ensemble de conditions portant les caractéristiques qu'il doit revêtir, le mandat des autorités publiques, les conditions économiques de la compensation et le respect de la législation sur les marchés publics. Ces conditions peuvent être considérées comme faisant partie de la « conditionnalité », dans son sens le plus large, instrument par lequel un acteur, dans ses relations avec un autre acteur, cherche à modifier le comportement de ce dernier en vue d'atteindre un objectif déterminé.*

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Montparnasse](#)

